

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1751>



La Valls aux adieux

- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 14 septembre 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Au début de l'été, le conflit israélo-palestinien a pris une nouvelle ampleur. C'est à un terrible drame humain qu'on a assisté avec plus de 2000 victimes à Gaza sous les bombes israéliennes. Nombreux ont été celles et ceux qui ont manifesté dans les grandes villes de France leur révolte face à ce crime de guerre. En justifiant cette agression, Hollande a commis une faute politique grave. N'aurait-il pas plutôt dû travailler à la paix et ne pas s'abstenir sur le vote du conseil des droits de l'Homme de l'ONU qui demandait une commission d'enquête internationale sur la violation du droit international humanitaire dans la bande de Gaza ? L'autre erreur de Hollande a ensuite été de criminaliser ce mouvement de solidarité en convoquant en justice des organisateurs de manifestations.

Fin août, Hollande annonce qu'il veut maintenir le cap de sa politique actuelle. Montebourg émet une critique et - en trois temps - Valls engage un remaniement ministériel et met ses ministres au pas. Non content d'avoir nommé un ministre de l'économie issu des banques, il est ensuite allé déclarer son amour au Medef... amplifiant sa politique simplement libérale.

Les déclarations de Macron, avant son investiture, sur la remise en cause des 35 heures, la surveillance accrue des demandeurs d'emploi annoncée par Rebsamen, le recul de Valls sur l'encadrement des loyers, vont tous dans le sens d'une politique ouvertement au service des patrons.

Hamon (cinq mois ministre !), a laissé à Vallaud Belkacem la charge de « faire la rentrée » à sa place. La première femme ministre de l'Éducation va devoir assumer ce qu'a fait son prédécesseur, en particulier la remise en cause des ABCD de l'égalité qu'elle avait elle-même mis en place... Ainsi, elle a annoncé qu'elle mettrait en oeuvre la rentrée que Peillon avait commencé à préparer en novembre dernier ! Pour les personnels enseignants et non enseignants, elle veut « poursuivre le chantier sur la revalorisation de leurs métiers ». Comment la croire alors que les efforts qui devaient être faits pour ceux dont les salaires sont les plus bas, dans le cadre du pacte de responsabilité, viennent d'être retoqués ? Notre ministre assume sa place dans le nouveau gouvernement. Il est donc improbable qu'elle écoute vraiment les salarié-es de l'EN.

La crise de recrutement est telle qu'il sera impossible de tenir l'engagement des 60 000 créations de postes. La situation est devenue intenable pour les enseignant-es, tant en matière de formation (conditions d'affectation désastreuses des stagiaires à la rentrée), de conditions de travail (affectations d'enseignants sur 2 ou 3 établissements aux classes surchargées), que salariale (perte de deux mois de salaire depuis 2003).

Les conditions existent pour reprendre la rue à une droite réactionnaire qui s'en est trop emparée : existence de mouvements contestataires (intermittents et cheminots en juin, Notre Dame des Landes en juillet, soutien à la Palestine dans l'été), situation économique catastrophique, gouvernement qui maintient le cap de l'austérité... La FSU devra profiter des annonces sur le budget pour impulser un mouvement unitaire d'ampleur dans la rue. Il ne faut pas laisser au gouvernement le temps de poursuivre la politique libérale de Sarkozy. Avec les organisations syndicales combattives, il faut combattre sa politique d'austérité, sa politique de l'offre, ses cadeaux au patronat.

Pour cela, il faudra, bien qu'il y ait les élections professionnelles, rassembler toutes les forces nécessaires à la mobilisation, tant auprès des autres organisations syndicales que des forces associatives et politiques. La date du 16 octobre avancée par la CGT peut en être l'occasion.

Nolwenn Pontoizeau